

Il n'y en a que pour le RIC

Par [Simon Blin](#) — 12 mars 2019 à 18:56

La revendication phare des gilets jaunes cristallise les débats aussi chez les universitaires. Bras de fer entre deux spécialistes de la démocratie.

•

Il n'y en a que pour le RIC

Jeudi 19 février. Paris, VI^e arrondissement. Dans les locaux du Forum 104 de la rue de Vaugirard, un public studieux est venu noircir un carnet à spirale, raturer un coin de journal, griffonner un bout de papier trouvé dans le fond d'un sac. Tout est bon pour ne pas perdre une miette de ce «grand débat» organisé à l'initiative de l'association du Pacte civique. Ce soir-là, devant la soixantaine de personnes présentes, deux universitaires français s'écharpent poliment autour du fameux RIC, qu'ils triturent, labourent et retournent dans tous les sens. La principale revendication des gilets jaunes s'est imposée comme la priorité de la discussion entre Julien Talpin, chargé de recherches en science politique au CNRS, et Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Le premier est «plutôt pour» l'instauration d'un RIC. Le second est «*farouchement contre*». Talpin et Rousseau, deux styles, deux visions de la démocratie.

Appliquer le RIC serait l'occasion d'«*un grand moment de délibération citoyenne*», proclame Talpin qui codirige aussi le Groupement d'intérêt scientifique (Gis) Démocratie et Participation. Le RIC ou le retour du politique par le fond ? «*La différence entre le RIC et d'autres formes de référendums*, explique le chercheur, *c'est que l'initiative ne vient pas des élus mais d'une association de citoyens qui s'emparent d'une question politique.*» De sorte que la campagne référendaire porte plus sur le contenu de la proposition que sur celui qui l'énonce. «*La démocratie, ce*

n'est pas que des institutions et des partis politiques, c'est aussi des initiatives citoyennes», martèle Talpin.

Néanmoins, on entend des craintes et des critiques. Le RIC serait démagogique. Tout au moins, il ouvrirait les vannes à la manipulation démocratique. Crainte de l'abrogation de la peine de mort, remise en cause du mariage pour tous... «*Des groupes de lobbys et des associations pourraient venir truster les débats*», concède le chercheur. D'où la nécessité de s'appuyer sur des corps intermédiaires «*renouvelés*» et «*autonomes*» des pouvoirs publics pour accompagner le référendum, qu'il soit d'initiative populaire ou non.

A sa droite, Rousseau conteste : «*Le référendum est un faux ami de la démocratie ; la démocratie directe, un oxymore.*» Celui qui n'a jamais été un «*grand partisan du référendum*» estime que le RIC favoriserait la politique par «*les affects*» ou «*les émotions premières*», en ne se réalisant que dans «*l'instant du vote alors que le droit des citoyens à donner leur avis doit pouvoir s'exercer en continu entre deux moments électoraux*». Face aux demandes de «*démocratie directe*» émanant du mouvement des gilets jaunes, il plaide pour une «*démocratie continue*» via une généralisation des assemblées délibératives de citoyens où le peuple sera amené à «*parler*» et à «*agir*». Autre proposition soumise par Rousseau : instaurer un principe de «*coopération loyale entre les peuples*», ou dit de «*l'en-commun*». De cette façon, Rousseau suggère d'ouvrir les débats sur le renouvellement de la démocratie au-delà des frontières françaises : flux migratoires, changement climatique, fraude fiscale... «*les problèmes deviennent globaux*», insiste-t-il, personnellement hostile à la «*souveraineté*», mais pas aux «*décisions du peuple*».

En dépit de leurs divergences, les deux universitaires tomberont au moins d'accord sur un fait : la forme représentative actuelle de la démocratie est épuisée. Le «*grand débat national*» est un moment de bascule. A saisir.